

**GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE « CENTRALE
HYDROELECTRIQUE EYGUIERES »**

**DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE POUR LA
REALISATION D'UNE CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE
1500 KW COMPRENANT UN BÂTIMENT DE 179 M2 DE
SURFACE DE PLANCHER**

APPLICATION L 123-1 ET SUIVANTS

DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

CONCLUSIONS MOTIVEES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

6 OCTOBRE 2017

Table des matières

BASES DES CONCLUSIONS MOTIVEES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR.....	46
CONSIDERATIONS LIEES AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC.	46
CONSIDERATIONS LIEES A LA CONSULTATION DU PUBLIC.....	48
CONSIDERATIONS EN LIEN AVEC L'ENTRETIEN AVEC M. LE MAIRE.....	49
CONSIDERATIONS SUR LES OBSERVATIONS DES ADMINISTRATIONS ET AUTORITES CONSULTEES POUR AVIS OU DELIVRANCE D'AVIS.....	49
CONSIDERATIONS SUR LE DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE AU REGARD DES REGLES D'URBANISME.....	50
SYNTHESE OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS.....	52
ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE EN CONCLUSION.....	53
CONCLUSIONS MOTIVEES.....	56

BASE DES CONCLUSIONS MOTIVEES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

CONSIDERATIONS LIEES AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

Deux observations ont été formulées :

Une première observation d'un riverain est relative aux conditions de desserte d'une propriété riveraine pendant la phase de travaux

Cette observation n'interroge pas la nature de l'ouvrage, ni les modalités de sa conception. Il n'y a donc pas lieu de changer le projet tel que proposé.

L'arrêté préfectoral du 27 avril 2017 pris après avis du CODERST réuni le 5 avril 2017 relève notamment dans ses stipulations :

- que les réseaux interceptés (routes, canaux, fossés, électricité,...) seront rétablis,
- que les droits des tiers sont et demeure expressément réservés.

Dans sa réponse au rapport de synthèse du 27/09, le maître d'ouvrage indique :

- que la continuité de la circulation sur le chemin du Midi, sera assurée par une piste temporaire de contournement de la zone chantier de la centrale qui sera créée dès le début des travaux (sur une longueur d'environ 170 m et une largeur de 4 m). La piste sera située dans un pré sur la parcelle cadastrée section BT87 appartenant à Madame Bartlett en face du futur bâtiment, au sud de la haie existante et qu'une convention a été passée à cet effet avec Madame Bartlett (transmise au CE).
- Que par ailleurs, les engins de chantier qui emprunteront le chemin du Midi seront essentiellement ceux dédiés à la construction du bâtiment de la centrale et à ses équipements, que l'essentiel des éléments de conduite forcée sera acheminé depuis le partiteur d'Eyguières par une piste de chantier située contre le canal de Craponne et qu'ainsi la base vie du chantier, et les éléments de conduite acheminés sur le site pour être posés dans la tranchée, ne bloqueront pas les accès aux riverains.

Aussi, il faut considérer que l'observation formulée par ce riverain est effectivement prise en compte dans le dossier tel que mis à l'enquête.

La deuxième observation d'une autre riveraine est liée aux risques de nuisance sonores et au risque de perte de qualité environnementale en lien avec la réalisation du projet.

Le maître d'ouvrage dans sa réponse au rapport de synthèse indique que :

Les mesures prévues pour supprimer, réduire ou compenser les impacts du projet ont été décrits en détail dans le rapport d'étude d'impact inclus dans le dossier d'enquête publique (pièce 2B, partie 7, pages 241 à 276).

En particulier, concernant la limitation des nuisances sonores :

- Le projet a été conçu pour respecter strictement les niveaux d'émergence admissibles (articles R 1 134-30 et suivants du code de la Santé publique) : choix d'une turbine peu bruyante, et insonorisation du bâtiment de la centrale.
- Le bureau d'études « Acoustique et Conseils » d'Aix en Provence a été mandaté pour réaliser une étude acoustique sur le voisinage, consistant :
 - A déterminer le niveau sonore préexistant (et ainsi définir les niveaux sonores limites admissibles dans le voisinage, soit + 5 dBA le jour et +3 dBA la nuit). Ce niveau sonore initial a été mesuré en périodes diurnes et nocturnes à l'aide de sonomètres équipés de microphones, au cours de deux campagnes de mesures, le 19/07/2013 et le 19/04/2016. Deux points de mesure ont été pris en compte : à l'emplacement du projet de centrale, et au niveau de l'habitation la plus proche (photos ci-après). C'est ainsi qu'ont été définis les niveaux sonores résiduels admissibles mentionnés dans l'étude d'impact p 231 (71 dBA de nuit et 73,5 dBA de jour au droit de la future centrale, 53.5 dBA de nuit et 56.5 dBA de jour au droit de l'habitation la plus proche)



Figure 1 : Vue aérienne et emplacement des points.

- Le bureau d'études a utilisé un modèle de calcul de bruit émis dans l'environnement par l'installation, calibré sur une installation similaire (logiciel PREDICTOR).
- Les simulations réalisées ont conduit à des prescriptions acoustiques qui ont été inclus au cahier des charges de l'installation (épaisseur des voiles et de la toiture du bâtiment de la centrale, isolation des portes, mise en œuvre de ventilateurs d'extraction).
- De nouvelles mesures acoustiques seront réalisées lorsque les travaux seront achevés, centrale en fonctionnement à débit maximal. Elles auront pour but de vérifier le niveau d'émergence fixé dans le cahier des charges de l'installation, aux deux mêmes points de mesure (au niveau de la centrale et de l'habitation la plus proche). En cas de niveau sonore mesuré supérieur à la limite fixée, un renforcement des dispositifs d'isolation du bâtiment sera effectué, jusqu'à l'obtention du résultat voulu.

Précision : l'habitation qui sera la plus exposée aux nuisances sonores est celle située sur la parcelle BT195, en bordure du chemin du midi. C'est la distance entre la future centrale et cette habitation

qui a été considérée pour fixer les limites d'émergence sonore admissibles imposées au constructeur, et qui seront vérifiées par des mesures acoustiques à l'issue des travaux. La propriété de Mme Bachelot, chemin des Roudiers, est située à une distance bien supérieure, et ne sera pas impactée par le bruit du fonctionnement de la centrale. Les seules nuisances sonores à prévoir sont celles liées à la circulation des engins de chantier, qui se répartira entre le chemin du Midi (accès par le chemin des Roudiers) et la piste de chantier depuis le partiteur d'Eyguières (cf remarque précédente de M. Berthon).

Concernant l'impact du projet sur l'environnement, et en particulier sur la faune et la flore, des mesures d'évitement, de compensation et de réduction ont été soigneusement définies, en concertation avec le Parc des Alpilles et avec les services de l'État (DREAL et DDTM).

Des prescriptions environnementales, visant notamment à limiter les risques de pollution accidentelle et à limiter les impacts sur les sites Natura 2000 et à définir les modalités de surveillance et de contrôle, sont précisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter l'énergie de la chute d'Eyguières, en date du 27 avril 2017.

Aussi, il faut considérer que le souci exprimé par ce riverain tant vis à vis des risques de perte de qualité environnementale que de nuisances sonores sont aussi le souci tant de l'administration que du maître d'ouvrage et que les dispositions prévues dans le dossier d'enquête en application de la législation et de la réglementation sont de nature à apaiser ses craintes et qu'il n'y a pas lieu de modifier le projet tel que présenté au dossier d'enquête publique.

CONSIDERATIONS LIEES A LA CONSULTATION DU PUBLIC

La consultation du public, telle que menée en réunion des riverains le 24 novembre 2014, a permis d'évoquer les remarques relatives :

- au planning et à la durée du chantier
- aux modalités de desserte des propriétés riveraines pendant le chantier,
- à la mise en place des dispositifs adaptés pour le respect des obligations réglementaires en matière de nuisance sonore pour le voisinage,
- à l'ampleur des coupes d'arbre et
- aux dispositions de raccordement électrique de la centrale.

Ces questions liées à la protection de l'environnement et aux précautions à prendre pour éviter les nuisances sonores sont largement traitées dans le dossier d'enquête et notamment dans l'étude d'impact.

L'arrêté préfectoral du 27 avril 2017 pris après avis du CODERST réuni le 5 avril 2017 indique notamment tant dans ses considérants que dans ses stipulations :

- que les effets sur l'environnement du projet envisagé sont minimisés autant que possible par l'ensemble des mesures prévues par le dossier ou prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation,
- que le projet n'a pas d'effet notable sur les sites Natura 2000,
- que les réseaux interceptés (routes, canaux, fossés, électricité,...) seront rétablis,
- que les droits des tiers sont et demeure expressément réservés.

Aussi peut-on considérer que les préoccupations du public sont bien prises en compte dans le dossier d'enquête et n'amènent donc pas à des recommandations ou remarques spécifiques complémentaires.

CONSIDERATIONS EN LIEN AVEC L'ENTRETIEN AVEC M. LE MAIRE

M. le maire a émis lors de son entretien des considérations sous forme d'avis favorable au projet, notamment pour son avis sur l'instruction du permis de construire, sous réserve :

- que le projet ne provoque pas de nuisance à l'environnement,
- que le projet n'engendre pas de nuisance sonores au voisinage.

Ces questions liées à la protection de l'environnement et aux précautions à prendre pour éviter les nuisances sonores sont largement traitées dans le dossier d'enquête et notamment dans l'étude d'impact. L'arrêté préfectoral du 27 avril 2017 pris après avis du CODERST réuni le 5 avril 2017 stipule notamment tant dans ses considérants que dans ses stipulations :

- que les effets sur l'environnement du projet envisagés sont minimisés autant que possible par l'ensemble des mesures prévues par le dossier ou prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation ,
- que le projet n'a pas d'effet notable sur les sites Natura 2000,

Aussi peut-on considérer que les préoccupations de M. le Maire sont bien prises en compte dans le dossier d'enquête publique.

CONSIDERATIONS SUR LES OBSERVATIONS DES ADMINISTRATIONS ET AUTORITES CONSULTÉES POUR AVIS OU DELIVRANCE D'AVIS

De l'ensemble des démarches et actes déjà pris, à savoir,

- La DDTM des Bouches du Rhône au travers de son instruction et de l'établissement ;
 - de sa note de présentation sollicitant la mise à l'enquête publique,
 - de sa saisine par lettre du 2 décembre 2016 de l'autorité environnementale pour son avis .
 - de sa signature par délégation de l'autorisation de défrichement
 - de sa déclaration de dossier de demande de permis de construire « complet »
 - de son indication par lettre du 21/02/2017 du fait que le projet se situe en dehors du zonage risque inondation tel que défini dans le PPRI.
- La DREAL PACA, qui a émis une « absence d'observation » dans le délai imparti.
- Le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) des Bouches du Rhône, qui a donné un avis favorable et établi les prescriptions qui s'imposent au GIE pour disposer de l'énergie de la chute d'Eyguières le 5 avril 2017.
- La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) qui par courrier en date du 8 septembre 2015 a informé qu'elle n'édicterait pas de prescription archéologique pour la

réalisation de ce projet.

- La PREFECTURE (13), qui a signé l'arrêté portant prescriptions complémentaires concernant l'aménagement d'une mini-centrale hydroélectrique aux chutes d'Eyguières, sur le canal de Craponne le 27 avril 2017.
- La Sous-Préfecture d'Aix-en-Provence, qui par lettre en date du 21 juillet 2017, et concernant le dossier mis à l'enquête, atteste que ce dossier n'appelle pas de remarque particulière.
- La mairie d'Eyguières, qui a formulé par attestation datée du 21 septembre 2017 un avis favorable à la demande de permis de construire de cette centrale.
- De la rencontre à trois reprises en début de 2016 des autorités du Parc Naturel des Alpilles pour la présentation du projet et recueil de son avis.

Il y a lieu de considérer qu'il n'y a pas d'opposition formulée à ce stade sur le projet par les administrations et autorités consultées .

CONSIDERATIONS SUR LE DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE AU REGARD DES REGLES D'URBANISME

Ce projet se doit d'être conforme au Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglopolé Provence approuvé le 15 avril 2013 et au Plan de prévention du risque inondation approuvé le 31 août 1999. Le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 19 décembre 2013 doit lui-même respecter l'ensemble des prescriptions de ces deux précédents documents et ses prescriptions s'imposent également au projet. L'analyse du projet de centrale hydro-électrique pour ce qui est de la demande de permis de construire, ce centrera donc sur le respect des règles du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

État des lieux : Vue aérienne de la zone concernée



Vue du canal au niveau du projet de centrale et montrant l'état de la végétation existante



Extrait du plan de zonage du PLU avec situation du projet de la centrale hydroélectrique



La zone A correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Cette zone agricole est qualifiée de zone typique de la Crau.

Dans l'ensemble de la zone A, à l'exception des secteurs Ar, Arp (secteur Arp pour la protection stricte des paysages agraires remarquables, où toute construction est interdite), Anr et Acv, sont autorisées les occupations du sol suivantes sous conditions notamment que les ouvrages ou constructions ainsi que les installations classées nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif liés à la production d'énergies renouvelables, à condition qu'ils ne gênent pas l'activité et l'exploitation agricole, qu'ils ne consomment pas de surface agricole (l'installation de parc photovoltaïque au sol est interdite) et qu'ils présentent une bonne intégration paysagère.

La zone N correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit :

- de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique,
- de leur caractère d'espaces naturels.

la zone N comporte plusieurs secteurs particuliers dont un secteur Nr pour la préservation stricte des zones humides. Au Nord du Canal, au droit de l'usine, notons la présence d'un secteur vert classé paysage naturel remarquable.

Le projet, situé au sud du canal se trouve en zone A, et à ce titre au vu du règlement peut recevoir effectivement un avis favorable.

SYNTHESE OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

Les 2 observations issues des pétitionnaires de l'enquête publique n'amènent pas de besoin de modification du dossier tel que présenté à l'enquête.

L'avis de M. le maire est positif.

Il n'y a pas eu de réserves particulières relevées lors de la réunion publique et les observations

relevées de la réunion publique du 24 novembre 2014 sont considérées comme un avis globalement favorable au projet.

Les observations et recommandations des « personnes publiques » sont incluent dans le dossier

ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE EN CONCLUSION

Des considérations liées à la connaissance de l'eau sur le territoire Alpilles / Crau :

Des éléments tirés entre autres de l'étude « État des lieux de la connaissance de l'eau sur le territoire du Parc Régional des Alpilles », réalisé en 2010, ou encore de la Charte du Parc Régional des Alpilles,

Considérant que :

- La nappe alluviale de la Durance est une des principales ressources en eau potable du secteur Nord-Alpilles et est directement rechargée à 70/80% par les eaux excédentaires provenant de l'irrigation. Les hautes eaux de la nappe sont enregistrées en juillet-août, en lien direct avec les apports en eaux d'irrigation, et les basses eaux s'enregistrent à la fin de l'hiver (février), pendant la période de chômage des canaux. Aussi y a t'il un enjeu fort de pérenniser l'irrigation gravitaire et les ASA afin de maintenir des niveaux des nappes, elle-mêmes sollicitées pour l'alimentation en eau potable et l'irrigation.

- La plaine de la Crau est le siège d'un aquifère important s'écoulant du Nord-Est vers le Sud-Ouest, avec une profondeur de nappe de l'affleurement à 10m. Son alimentation se fait pour 1/3 par la pluviométrie et pour 2/3 provenant des irrigations traditionnelles « à la raie ». Ceci donne donc un même régime des eaux que pour la nappe de la Durance et une même nécessité de pérenniser l'irrigation gravitaire. Une forte demande de prélèvement tant du monde agricole que du monde industriel comme pour les besoins domestiques nécessite une gestion attentive afin que la cote NGF de 1,20 m soit maintenue pour éviter l'intrusion du biseau salé au contact avec la mer.

Les canaux d'irrigation sont multifonctionnels. Ils ont un rôle premier pour l'irrigation agricole, mais aussi dans une certaine mesure ils peuvent avoir un rôle dans l'assainissement et le drainage de terres. ils ont également un rôle dans la lutte contre les inondations en favorisant les écoulements (rôle assez vite limité par des sections qui diminuent dans le sens des écoulements) ainsi que dans la lutte contre les incendies. Ainsi la pérennité de ce réseau est primordiale et la déprise des terres et la pression foncière constatées ces dernières années peuvent compromettre cette pérennité. Ils ont aussi un rôle patrimonial en assurant une diversité des paysages et un rôle en matière d'environnement et de biodiversité tant faunistique que florale.

Formule,

- Que la pérennité du réseau de canaux agricoles est un enjeu global d'aménagement et constitue un des objectifs (objectif 14) de la Charte du Parc des Alpilles, qu'il en est de même avec l'objectif 15 qui vise à renforcer les atouts et diversifier les fonctions des canaux, en assurant le maintien de leur vocation première agricole.

- Que l'usage de l'eau du canal de Craonne pour la production d'électricité, prélevée à l'amont de l'usine et restituée au canal juste à son aval, n'altère en rien ni la qualité ni la quantité d'eau disponible pour l'usage de l'irrigation agricole.

Des considérations liées aux orientations pour le respect de l'environnement sur le territoire Alpilles / Crau :

Des éléments tirés de l'état des lieux de la connaissance de l'eau sur le territoire du Parc Régional des Alpilles, réalisé en 2010, de la Charte du Parc Régional des Alpilles, qui formulent l'objectif de prise en compte de l'environnement paysager et naturel lors de nouvelles constructions, préoccupations que l'on retrouve prises en compte dans le projet.

Des considérations liées aux attentes du public

Si le public a pu exprimer des interrogations, sur l'accessibilité des riverains à leur parcelle pendant les travaux, sur la nuisance sonore liée au fonctionnement des turbine et générateur pour la production d'électricité, ou encore sur l'impact environnemental vis à vis notamment de la flore, il n'a pas exprimé d'opposition, et les réponses contenues dans le dossier mis à l'enquête sont effectivement de nature à répondre à ces interrogations.

Des considérations liées aux orientations de la Région Provence Alpes Côte d'Azur en matière de petite hydroélectricité

Les orientations de la Région PACA, pour ce qui concerne la production d'électricité sont consignées dans le document Schéma Régional Climat, Air, Énergie. Ce document découle de la loi Grenelle 2 qui prévoit l'élaboration dans chaque région d'un Schéma Régional Climat Air Énergie. élaboré conjointement par l'État et la Région. Sa vocation est de définir les grandes orientations et objectifs régionaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de la demande d'énergie, développement des énergies renouvelables, qualité de l'air et adaptation au changement climatique. Le SRCAE de Provence-Alpes-Côte d'Azur a été approuvé par l'assemblée régionale le 28 juin 2013 et arrêté par le préfet de région le 17 juillet 2013. Ce document relève que la filière petite hydroélectricité est déjà très fortement développée et ne dispose que d'un faible potentiel de développement supplémentaire. Les objectifs de développement retenus pour cette filière sont une puissance installée annuellement, en moyenne, sur la période 2009/2020 de 5 MW/an et de 1,7 MW/an sur la période 2020/2030. Ces objectifs visent à mobiliser 100% du potentiel exploitable à 2030, et ainsi de faire passer la puissance installée de en petite hydroélectricité de 132 MW à 250 MW en 2020 puis à 270 MW en 2030.

Le projet de mini-centrale d'Eyguières s'inscrit parfaitement dans ce schéma.

Des considérations liées au déroulement de l'enquête

Il faut constater que cette enquête publique, qui a respecté l'ensemble des dispositions réglementaires, s'est matériellement bien déroulée et qu'elle a été réalisée dans une ambiance sereine, sans incidents particuliers.

Des considérations liées aux observations des administrations et autorités consultées

De l'analyse des observations des administrations et autorités consultées, il est constaté qu'aucune ne conduit à formuler de recommandations ou réserves particulières qui n'aurait pas été prise en compte et qui serait de nature à empêcher la réalisation du projet.

Des considérations d'ordre économique

Un certain nombre d'éléments financiers ont été fournis en complément au dossier d'enquête publique permettant un jugement sur l'opportunité économique de ce projet :

- ce projet présente un coût global de près de 4 millions d'euros hors taxes et un productible moyen estimé à 5 millions de KWH (art. 5.1 et 2.1.2 « Présentation générale de l'aménagement prévu » et « Objectif du projet » de l' Etude d'impact).
- les recettes seront constituées du produit de la vente de l'énergie, garanties au travers du Certificat Ouvrant Droit à l'Obligation d'Achat d'Électricité déjà signé.

L'analyse de rentabilité fournie par le maître d'ouvrage indique un taux de rentabilité interne de 5 %, justifiant ainsi sur le plan financier sa réalisation.

Au total, il y a donc bien un intérêt économique certain à la réalisation de cet ouvrage

Des considérations au regard des règles d'urbanisme

De l'analyse du PLU, de son zonage et de son règlement notamment, on constate que rien ne s'oppose à la délivrance d'un permis de construire pour cette centrale hydroélectrique en zone agricole.

Mes propres considérations de Commissaire enquêteur

- l'examen du processus d'instruction du dossier de construction d'une mini-centrale d'hydroélectricité à Eyguières, montre une maîtrise d'ouvrage persévérante, impliquée, ayant élaboré un dossier de qualité et le portant avec compétence. Il en est ainsi de l'étude d'impact

et de l'étude appropriée des incidences Natura 2000 qui sont convaincantes.

- On peut regretter que le processus de montage du dossier ait été si long, même si le changement de maîtrise d'ouvrage, d'abord de l'ASCO seule initialement puis le GIE « Centrale Hydroélectrique Eyguières » ensuite en est une des raisons principales. Il faut considérer que cette évolution a en fait conforté la qualité du portage de ce projet.
- Le projet comporte la présentation de deux variantes possibles de localisation de l'usine sur le coursier en question. Le choix et l'analyse approfondie de la variante avec positionnement de l'usine au niveau du dissipateur d'énergie semble sans conteste la plus rationnelle.
- Mon analyse détaillée de ce dossier me permet d'affirmer que :
 - ce projet de mini-centrale d'Eyguières s'inscrit bien dans les objectifs des politiques nationales et régionales en matière de réduction de la production de gaz à effet de serre et en matière de production d'énergie électrique, notamment d'énergie renouvelable.
 - ce projet, par la contribution au renforcement des moyens financiers de l'ASCO, s'inscrit bien dans les orientations de l'ensemble des autorités, régionales, communales, professionnelles, de préservation des paysages de la Crau et de la Durance, de préservation du potentiel en matière de production agricole, de préservation de la fréquentation touristique.
 - ce projet en renforçant les moyens financiers mais aussi techniques par la qualification du personnel de l'ASCO sur ce nouveau domaine pour elle, conforte la pérennité de l'ASCO, et conforte de fait l'exercice de la profession agricole de la zone de compétence de l'ASCO du canal de Craponne.
 - Ce projet, au vu de l'étude d'impact et des différentes mesures préconisées n'obérera pas les qualités environnementales, faunistiques et floristiques de la rive de 460 ml du canal de Craponne concernée par le projet.
 - Que l'usage de l'eau pour la production d'électricité n'altère en rien ni la qualité ni la quantité d'eau disponible pour l'usage de l'irrigation agricole.
 - On doit également considérer au vu du faible nombre de réactions exprimées tant en réunion publique, qu'au cours de l'enquête que ce projet ne suscite aucune opposition particulière et qu'il est « socialement accepté »,

CONCLUSIONS MOTIVEES

Prenant en compte :

- Les considérations liées à la connaissance de l'eau sur le territoire Alpilles / Crau :
- Les considérations liées aux orientations pour le respect de l'environnement sur le territoire Alpilles / Crau :
- Les considérations liées aux attentes du public
- Les considérations liées aux orientations de la Région Provence Alpes Côte d'Azur en matière de petite hydroélectricité
- Les considérations liées au déroulement de l'enquête
- Les considérations liées aux observations des administrations et autorités consultées
- Les considérations d'ordre économique
- Les considérations au regard des règles d'urbanisme
- Mes propres considérations de Commissaire enquêteur

J'émet un avis favorable au projet de mini-centrale hydroélectrique aux chutes d'Eyguières sur le canal de Craponne et indique qu'il n'y a pas de recommandation ni réserve à formuler sur ce dossier d'enquête publique et notamment quant à la délivrance du permis de construire correspondant.

A Mollégès

Le 6 octobre 2017

Le Commissaire enquêteur

Pierre LAYE

